



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Iter-fusion-nucleaire-Signature-a>

Réseau Sortir du nucléaire > Presse > Nos communiqués de presse > **Iter / fusion nucléaire - Signature à Paris de l'accord international ITER : l'accord doit encore être ratifié par les pays signataires... et plusieurs pays, dont les USA, pourraient ne pas ratifier cet accord !**

21 novembre 2006

Iter / fusion nucléaire - Signature à Paris de l'accord international ITER : l'accord doit encore être ratifié par les pays signataires... et plusieurs pays, dont les USA, pourraient ne pas ratifier cet accord !

Le gouvernement français et le Commissariat à l'énergie atomique célèbrent ce mardi 21 novembre 2006 la signature de l'accord international sur le réacteur ITER (fusion nucléaire).

Mais le Réseau "Sortir du nucléaire" rappelle qu'un accord international n'entre en vigueur que lorsqu'il a été ratifié par un certain nombre de pays signataires.

Bien entendu, la ratification se fera facilement dans certains pays où le pouvoir est autoritaire voire dictatorial (Chine, Russie). Par contre, il est clair que la ratification de l'accord sur Iter n'ira pas de soi dans certains pays et en particulier aux USA : même s'il ne s'agit (hélas) pas de positions antinucléaires, le Sénat des USA semble extrêmement réticent par rapport à Iter.

David Goldston, leader des membres de la Commission scientifique du Congrès, a confié en mai 2005 à la revue New Scientist : "La participation des Etats-Unis dans le projet ITER est peu vraisemblable."

Le Réseau "Sortir du nucléaire" dénonce un "arrangement" (*), que la France entend faire signer demain par les différents pays, qui permettrait aux autorités de démarrer les travaux dès la signature de l'accord sans attendre le terme des processus de ratification.

Cette manœuvre, vraisemblablement illégale (le Réseau "Sortir du nucléaire" étudie la possibilité d'une action en justice), est aussi irresponsable dans la mesure où la défection de certains pays comme les USA remettrait en cause l'existence même du projet Iter ou, au "mieux", augmenterait de manière significative la contribution financière de la France, pourtant déjà énorme.

Pourquoi donc commencer à l'avance des travaux qui peuvent se révéler totalement inutiles ? Les autorités françaises ne sont-elles pas aveuglées par ce réacteur virtuel qu'elles continuent à comparer, de façon ridicule, à un soleil "mis en boîte" ?

(*) Cette clause a été baptisée "arrangement" par les autorités elles-mêmes. Voir ici :

<https://www.assemblee-nationale.fr/12/europe/c-rendus/c0177.asp>

ITER : l'arnaque

Le Réseau "Sortir du nucléaire" publie

sept fiches thématiques sur ITER

Face à la propagande et la désinformation mises en œuvre par le pouvoir français et européen concernant le réacteur nucléaire ITER, le Réseau "Sortir du nucléaire" publie ce jour sept fiches thématiques pour faire connaître la vérité.

Ce dossier, baptisé "Iter : l'arnaque", comprend les fiches suivantes :

- 1) ITER ne produira pas d'électricité
- 2) ITER produira des déchets nucléaires
- 3) ITER mettra les riverains en danger
- 4) ITER : un projet destructeur d'emplois
- 5) ITER et le Mégajoule : doublon injustifié
- 6) Cadarache : séismes et danger plutonium
- 7) ITER : la démocratie irradiée

ITER : l'arnaque - Fiche 1

ITER ne produira pas d'électricité

Le réacteur ITER ne produira jamais d'électricité : tout à fait officiellement, le seul but visé par les scientifiques est d'essayer de maîtriser une réaction de fusion nucléaire pendant 400 secondes. (voir preuve sur le site web officiel de propagande : www.itercad.org/intro_fr.html)

Les lignes électriques THT (Très haute tension) qui vont relier Iter au réseau EDF vont être construites uniquement pour alimenter ITER en électricité.

Si la désinformation reste aussi puissante qu'actuellement, des dizaines de milliards d'euros seront à nouveau gaspillés pour un "Iter2", un "Iter3", etc, et peut-être un jour un "IterX" qui, dans 100, 150 ou 200 ans, essaiera de produire de l'électricité.

Or, tout le monde sait bien que le pétrole et l'uranium seront épuisés dans 50 ans maximum. Iter est donc une erreur majeure d'investissement : il faut mettre immédiatement l'argent dans les plans d'économies d'énergie et de développement des énergies renouvelables.

ITER : l'arnaque - Fiche 2

ITER produira des déchets nucléaires

Contrairement à ce qu'affirme la propagande officielle (une énergie "propre et illimitée"), le réacteur ITER produira des déchets nucléaires.

Le Prix Nobel de physique 2002, le japonais Masatoshi Koshiro, a expliqué dès le 10 mars 2003 dans une lettre envoyée au premier ministre Koizumi que :

- "Le réacteur nucléaire ITER, qui brûle du tritium, est extrêmement dangereux du point de vue de la sûreté et de la contamination de l'environnement"
- "Les neutrons qui seront produits dans ITER ont une énergie plus de dix fois supérieure à celle d'un réacteur de fission et la radioactivité des murs du dispositif et des matériaux de construction produiront 40.000 tonnes de déchets nucléaires."

Ces déchets resteront dangereux pendant plusieurs centaines d'années. C'est certes moins long que pour la fission nucléaire, mais les déchets nucléaires d'ITER seront eux aussi légués aux générations futures. C'est inacceptable.

ITER : l'arnaque - Fiche 3

ITER mettra les riverains en danger

Contrairement à ce que prétend la propagande officielle (une énergie "sure et propre"), le réacteur ITER mettra en danger les riverains, c'est-à-dire les habitants de la région PACA si l'ITER est construit à Cadarache.

Le Prix Nobel de physique 2002, le japonais Masatoshi Koshiro, a expliqué dès le 10 mars 2003 dans une lettre envoyée au premier ministre Koizumi que :

- "Le réacteur nucléaire fondé sur ITER, qui brûle du tritium, est extrêmement dangereux du point de vue de la sûreté et de la contamination de l'environnement"
- "Les 2 kg de tritium qui circuleront dans ITER pourraient tuer 2 millions de personnes. Le flux de radiations de 2 kg de tritium est pratiquement du même niveau que celui produit par l'accident de Tchernobyl."

Le Réseau "Sortir du nucléaire" fait plus confiance au Prix Nobel de physique 2002 qu'aux allégations des politiciens français et japonais.

ITER : l'arnaque - Fiche 4

ITER : un projet destructeur d'emplois

Contrairement à ce que prétend la propagande officielle, le réacteur ITER est destructeur au niveau de l'emploi.

En effet, avec les sommes pharaoniques prévues pour construire ITER, il est possible de créer et pérenniser environ 100 fois plus d'emplois.

Qui plus est, il s'agirait d'emplois ayant une véritable utilité sociale : par exemple dans l'éducation, la

santé, et particulièrement dans les énergies renouvelables.

De plus, ces emplois (et les taxes professionnelles associées) seraient harmonieusement répartis sur le territoire et non pas concentrés comme c'est toujours le cas dans le nucléaire.

Par ailleurs, les emplois prévus en région PACA sont principalement des "déplacements d'emplois" : de nombreux scientifiques du CEA vont quitter la région parisienne pour s'installer près d'Iter. Où est le progrès ?

ITER : l'arnaque - Fiche 5

ITER et le Mégajoule :

un doublon injustifié

La France a commencé à construire au Barp (Gironde), à 20 km de Bordeaux, le Laser Mégajoule. Tout aussi gigantesque l'un que l'autre, ITER et le Mégajoule sont l'objet d'un double emploi injustifié.

Ces deux installations visent l'une comme l'autre à tenter de maîtriser la fusion nucléaire*, respectivement par la voie du "confinement magnétique" et celle du "confinement inertiel". Or :

- aucune évaluation n'est faite des réelles chances de succès (d'ailleurs infimes) de ces deux options.
- aucune expression démocratique n'est possible pour les citoyens à qui il n'est pas demandé s'ils veulent financer réellement ces deux installations, ou une seule, ou aucune !

La démocratie est une fois de plus bafouée et irradiée.

* Le Laser mégajoule est officiellement présenté comme indispensable pour le maintien des bombes atomiques françaises, mais :

- les autres pays possédant la bombe atomique se débrouillent (hélas) très bien sans avoir de Mégajoule, lequel n'est donc aucunement indispensable.
- Le CEA met actuellement en place des équipes mixtes "Iter/Mégajoule" ce qui confirme bien le double emploi de ces installations.

ITER : l'arnaque - Fiche 6

Cadarache : séismes et danger plutonium

La Provence est connue pour sa haute sismicité (*). Or, le site nucléaire de Cadarache comprend des installations à tenue au séisme insuffisante mais qui vont fonctionner jusqu'en 2015 ! (**). Or, plusieurs contiennent du plutonium, le pire des poisons.

Si un séisme important se produit, la zone de Cadarache pourrait être évacuée et le réacteur ITER abandonné quand bien même il aurait, lui, résisté au séisme !

(*) <https://sismalp.obs.ujf-grenoble.fr/cases/ListeHistoriques.html>

(**) Extrait d'un document de l'Autorité de sûreté nucléaire :

Le Centre CEA de Cadarache est implanté dans une zone présentant un risque sismique significatif (□)
6 installations du Centre devront être arrêtées pour tenue au séisme

ITER : l'arnaque - Fiche 7

ITER : la démocratie irradiée

La décision du pouvoir français et européen d'accueillir le réacteur ITER à Cadarache est un véritable coup de force antidémocratique.

A aucun moment les citoyens français, et de façon générale européens, n'ont été consultés pour savoir s'ils voulaient financer massivement une expérience aussi controversée qu'Iter.

Le "débat public", organisé après les prises de décision, a été une parodie de démocratie jouée... devant les représentants du Commissariat à l'énergie atomique, transportés en bus à chaque étape pour tenter (vainement) de remplir les salles.

Les contribuables européens en général, et français en particulier, vont aussi financer, outre ITER, les dédommagements substantiels offerts au Japon pour obtenir son désistement.

Par ailleurs, le Réseau "Sortir du nucléaire" rappelle qu'un accord international n'entre en vigueur que lorsqu'il a été ratifié par un certain nombre de pays signataires.

Bien entendu, la ratification se fera facilement dans certains pays où le pouvoir est autoritaire voire dictatorial (Chine, Russie). Par contre, il est clair que la ratification de l'accord sur Iter n'ira pas de soi dans certains pays et en particulier aux USA : même s'il ne s'agit (hélas) pas de positions antinucléaires, le Sénat des USA semble extrêmement réticent par rapport à Iter.

David Goldston, leader des membres de la Commission scientifique du Congrès, a confié en mai 2005 à la revue New Scientist : "La participation des Etats-Unis dans le projet ITER est peu vraisemblable."

Le Réseau "Sortir du nucléaire" dénonce un "arrangement" (*), que la France entend faire signer demain par les différents pays, qui permettrait aux autorités de démarrer les travaux dès la signature de l'accord sans attendre le terme des processus de ratification.

Cette manœuvre, vraisemblablement illégale (le Réseau "Sortir du nucléaire" étudie la possibilité d'une action en justice), est aussi irresponsable dans la mesure où la défection de certains pays comme les USA remettrait en cause l'existence même du projet Iter ou, au "mieux", augmenterait de manière significative la contribution financière de la France, pourtant déjà énorme.

Pourquoi donc commencer à l'avance des travaux qui peuvent se révéler totalement inutiles ? Les autorités françaises ne sont-elles pas aveuglées par ce réacteur virtuel qu'elles continuent à comparer, de façon ridicule, à un soleil "mis en boîte" ?

(*) Cette clause a été baptisée "arrangement" par les autorités elles-mêmes. Voir ici :

<https://www.assemblee-nationale.fr/12/europe/c-rendus/c0177.asp>